



LES JEUNES  
IHEDN

# MARE NOSTRUM

Frontières maritimes et ZEE stratégiques en Méditerranée

## La stratégie de projection russe en Méditerranée

Par **Justine LAUNAY**,  
membre du comité Marine & Océans



Comité **Marine & Océans** des Jeunes IHEDN



## Contexte

---

Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, l'intervention en Syrie en 2015 et plus récemment les tentatives de contrôle de la mer d'Azov, la Russie semble être devenue une puissance riveraine et côtière de la Méditerranée. Si elle ne considère plus la Méditerranée comme une mer fermée sous contrôle des puissances occidentales, quels sont ses objectifs stratégiques et opérationnels dans la zone ? Comment se joue-t-elle des frontières maritimes ?

Dans le document stratégique russe de 2017 intitulé « Fondements de la politique de l'Etat dans le domaine naval à l'horizon 2020 », « la présence navale permanente de la Fédération de Russie en Méditerranée et d'autres zones d'importance stratégique de l'océan mondial » constitue un des objectifs principaux de ses activités navales. La guerre en Syrie, bien plus que de sauver le régime de Bachar-el Assad, aura permis aux Russes de relancer une stratégie de retour en Méditerranée et au Moyen-Orient. Le renforcement de ses outils diplomatiques et économiques a rapidement inclus la dimension militaire.

## Les intérêts russes en Méditerranée occidentale et orientale

---

Moscou cherche avant tout à assurer sa sécurité sur ses rivages. Ainsi, sa présence en Méditerranée orientale contribue à limiter les zones d'implantation potentielles de forces hostiles au régime. Il s'agit également de protéger le sud du pays face aux Etats-Unis et à l'OTAN. Ainsi, ses emprises militaires en Syrie jouent un rôle clef dans cette stratégie défensive. De plus, Moscou poursuit des ambitions internationales. En effet, la Russie souhaite avoir une influence dans la zone Méditerranée/Moyen-Orient et être perçue durablement comme un acteur majeur dans la compétition avec les Etats-Unis. Elle fait donc pression sur les puissances occidentales dans des zones d'intérêts stratégiques en matière économique et conteste la suprématie navale otanienne. A terme, il se pourrait que l'influence de l'OTAN soit remise en cause en Méditerranée centrale. La possibilité d'une base en Libye sur le modèle syrien est envisagée. Enfin, sa présence permanente en Méditerranée lui permettrait d'avoir accès à l'océan Atlantique. Moscou cherche donc à jouer des positions navales qu'elle dispose (Sébastopol en Mer Noire, Tartous en Méditerranée et prochainement Port-Soudan en Mer rouge) et met en place une nouvelle stratégie de conquête de la Méditerranée.

## Vers un nouveau capacitaire opérationnel des forces navales russes en Méditerranée

---

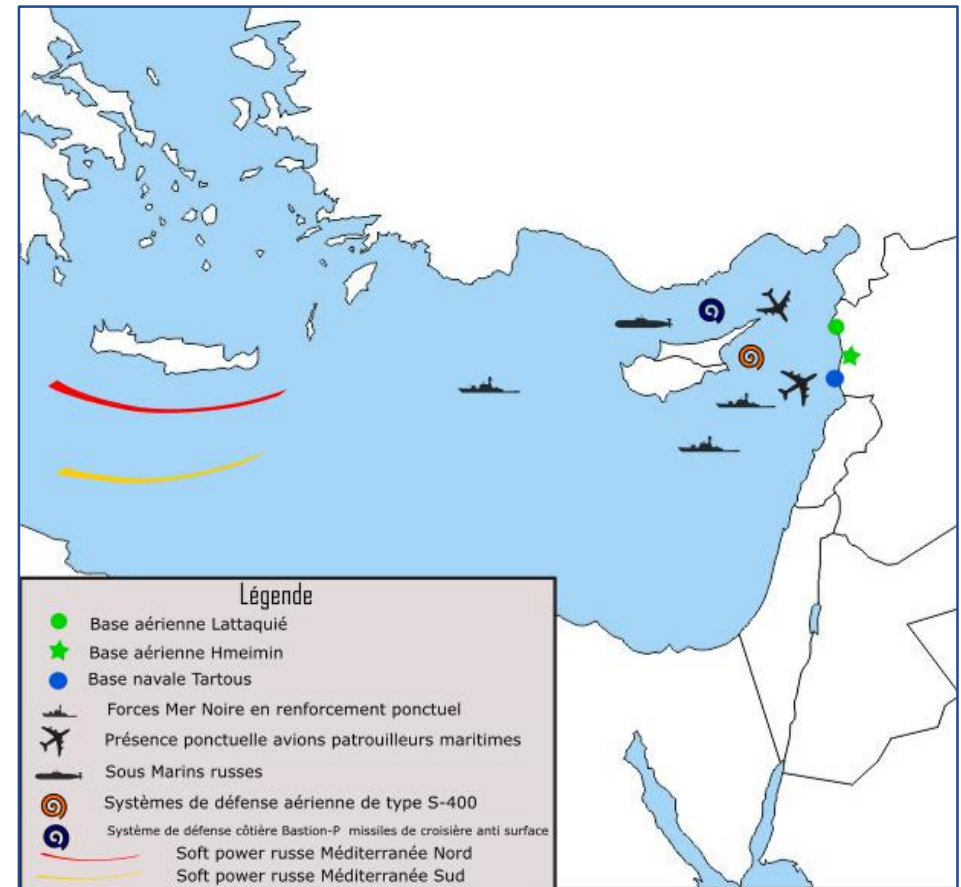
La marine russe tend à abandonner ses capacités aéronavales et amphibies en raison du vieillissement des unités hauturières ex-soviétiques et de problèmes opérationnels. En outre, la doctrine actuelle, davantage défensive pour un moindre coût, s'accorde difficilement avec le déploiement de son porte-avions Kuznetsov. Ainsi, si l'acquisition de bâtiments amphibies porte-hélicoptères ou d'aéronefs à décollage vertical est plus cohérent et leur permettrait d'intervenir en périphérie proche les russes préfèrent favoriser l'élargissement de ponts d'envols pour les nouveaux bâtiments amphibies et accueillir des appareils à décollage vertical. Mais ce remplacement est financièrement contraint et les programmes de renouvellements ne sont pas encore identifiés, laissant présager la disparition à terme des forces amphibies russes. Néanmoins, la marine russe a choisi de développer une flotte moderne et légère (5 frégates modernes de type Gorshkov, 3 frégates de type Grigorovitch, et cinquante unités de types différents de corvette dotées de missiles de croisières à longue portée-missiles Kalibr et Onyx). La Russie fait donc reposer sa stratégie sur les missiles de croisière et opte pour la protection de ses espaces maritimes. Elle s'appuie en effet sur les « zones bastions » dont elle dispose en eaux intérieures et en zones littorales permettant un déni d'accès afin de mettre en œuvre une « dissuasion conventionnelle régionale ». Cette évolution confirme le « phénomène de littoralisation » de la marine russe.

## Théâtre d'essai et implantation russe durable

Les Russes tirent du théâtre syrien une expérience opérationnelle qui leur manquait depuis la guerre d'Afghanistan. Avions, hélicoptères et nouvelles capacités technologiques ont pu être testés. Les forces russes ont pu montrer leurs capacités d'adaptation et d'apprentissage en faisant intervenir ses composantes terrestres et navales. La projection de puissance russe, d'abord destinée à escorter le pont naval logistique en Syrie, s'est développée avant de s'ancrer progressivement en Méditerranée. Il a d'abord été question de montrer aux États-Unis, présents dans la zone, le savoir-faire technique et opérationnel russe. Puis, le théâtre de conflit syrien s'est peu à peu transformé en une zone d'essais pour l'armée russe qui a effectué des frappes contre terres à partir de plateformes navales (tirs de missiles Kalibr). Des corvettes, et des sous-marins présents en Mer Noire ont par ailleurs réalisé des essais en 2016 et 2017. En outre, la composante terrestre s'est également révélée conséquente. Ainsi en 2016, 700 000 tonnes d'armes avaient été livrées à cette date (soit 2 000 tonnes par jours) par le Syria Express, le couloir d'acheminement naval en partance de Sébastopol, via les détroits du Bosphore et des Dardanelles en Turquie. L'usage des canaux maritimes. Bien que le bilan humain des interventions russes en Syrie soit lourd, Moscou en tire des leçons opérationnelles et veut y maintenir sa présence pour étendre son influence. Enfin, le retrait américain de Syrie va créer un environnement favorable pour l'implantation russe dans la zone.

## La Russie en Méditerranée

Afin de maintenir sa présence, la Russie a également déployé des efforts afin de conserver et agrandir la base aérienne de Lattaquié. Ainsi, l'accord d'août 2015 entre Moscou et Damas a autorisé le déploiement aérien russe sur la base de Hmeimin pour une durée indéfinie et statut diplomatique spécifique). De même, la Russie est en train de transformer sa base navale à Tartous (accord signé le 18 janvier 2017 et ratifié en décembre 2017 pour une prolongation de l'occupation de Tartous pendant encore 49 ans) afin de l'agrandir et en faire une véritable base stratégique protégée par un nouveau système de missiles sol-air S-300. De plus, la Russie a mis en place une stratégie de déni d'accès au large de la Syrie par la présence permanente de sous-marins, de système de défense aérienne de type S-400 ou encore la présence d'avions de patrouille maritime. Par ailleurs, elle bloque parfois le passage et s'octroie des zones réservées. On peut donc constater la pérennité de la présence navale russe et l'établissement d'une stratégie A2/AD. Moscou cherche désormais à étendre son modèle à d'autres pays de la région, notamment par une forme de retour en Libye, notamment à travers son soutien au Maréchal Afar. Le soutien naval à la Libye pourrait mener bloquer le contrôle des flux maritimes entre Gibraltar et Suez. Moscou s'intéresse aussi à l'Algérie (fortement, présente déjà par des livraisons d'armement) qui pourrait éventuellement, en situation de crises, pratiquer des pressions sur les trafics maritimes au niveau du détroit de Gibraltar.



## Le soft power pour favoriser son expansion sur le bassin méditerranéen

---

Moscou doit faire face au vieillissement de ses bâtiments, aux problèmes de mise en œuvre dans le déploiement du porte-avions Admiral Kuznetsov, mais également à l'augmentation des budgets de défense et des avancées technologiques des puissances navales de l'UE et de l'US Navy. Afin de prioriser ses décisions, la Russie semble avoir choisi de mener « une politique d'influence soigneusement élaborée en amont, dans des zones jugées stratégiques, présent[ant] l'avantage d'un faible coût et d'un intéressant retour sur investissement à savoir, une expansion invisible, indolore avec des effets durables », autrement dit d'influencer à distance des combats et des opérations afin d'atteindre des objectifs stratégiques. Le pays cible donc en particulier les pays méditerranéens de l'UE afin d'« exploiter les vulnérabilités », pénétrer le tissu économique et influencer les évolutions politiques au niveau national. Ce soft power s'observe, en Espagne, en Italie, dans les Balkans, à Malte, en Grèce, à Chypre, mais également en France. La région sud, fortement militarisée et ambitionnant de devenir la région européenne dans le domaine de la défense, est la cible de la politique d'influence russe par des investissements massifs. En outre, la Marine nationale française doit protéger le golfe de Gascogne des incursions russes. Elle est ainsi confrontée au dilemme entre la maîtrise de sa ZEE et son besoin de projection lointaine. En effet, ce dilemme est criant, car la protection et la défense de la deuxième ZEE mondiale impose à la Marine française de maintenir un déploiement permanent, loin de la métropole.

## Conclusion

---

Ces différentes évolutions confirment les ambitions sécuritaires et d'expansions internationales russes en s'implantant par des bases militaires à l'étranger, en se jouant des frontières maritimes et en pratiquant une stratégie de déni d'accès en Méditerranée.

# REFERENCES

## BIBLIOGRAPHIE

Jonnet, Edouard. « Des bases navales communes pour les marines européennes », IRSEM, Note de recherche n° 92, 1<sup>er</sup> avril 2020.

« L'empreinte militaire russe en Méditerranée orientale à l'horizon 2035 », Fondation pour la Recherche Stratégique, note 11, Juin 2020.

Peyronnet, Arnaud. « Perspectives navales : les capacités de projection de puissance de la marine russe, mythe ou réalité ? », Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques, 16 mars 2020.

Peyronnet, Arnaud. « Les stratégies de déni d'accès en Méditerranée, problème ou solution ? », Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques, 28 avril 2020.

Pouvreau, Ana. « La stratégie de la Russie en Méditerranée », Revue Défense Nationale, vol. 822, no. 7, 2019, pp. 112-119.

Sénat, Comptes rendus de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Projet de loi de finances pour 2020 – Audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées, 15 octobre 2019.